

Opinion

Pierre Defraigne

Directeur exécutif du Centre Madariaga-Collège d'Europe, et directeur général honoraire à la Commission européenne.

■ L'Union agit souvent à travers ses Etats membres, faciles à mettre en rivalité par les Etats-Unis, la Chine et la Russie. Faute d'unité, elle se satisfait d'échappatoires. Mon constat, alors que Juncker rencontre Trump.

L'UE : des expédients à la puissance globale

La paix et la prospérité du monde d'aujourd'hui tiennent d'abord au système multilatéral, fondé sur la négociation et sur des rapports de droit. C'est ce système, déstabilisé par la multipolarité et par l'unilatéralisme américain, qu'il faut à tout prix préserver et renforcer. A défaut, ce sont les rapports de force entre les grandes puissances qui assureront l'équilibre du monde, lequel du coup gagnera en instabilité.

Dès aujourd'hui, avec la montée en puissance irrésistible de la Chine, hégémon ascendant, et le déclin relatif inévitable des Etats-Unis, hégémon descendant, le risque de confrontation existe et grandit. Assurer la compatibilité de deux systèmes rivaux dans une économie globalisée résume aujourd'hui l'équation stratégique du monde. L'Europe détient une des clés d'un multilatéralisme adapté aux exigences de l'économie mondiale globalisée : ouverture des marchés, transformation du climat, stabilité monétaire et financière, fiscalité effective et juste des profits, progrès des droits

sociaux et environnementaux.

Humiliations

Malheureusement, faute d'avoir suffisamment réaligné son unité monétaire, fiscale, et stratégique, l'Union n'est pas encore en mesure de préserver le multilatéralisme. Elle agit en effet le plus souvent à travers ses Etats membres, faciles à mettre en rivalité, par la Chine, la Russie et les Etats-Unis. Elle n'est donc pas en mesure de contenir l'unilatéralisme des USA, pas plus qu'elle n'est capable de forcer seule la Chine de réduire ses pratiques discriminantes aux dépens des entreprises des pays tiers, à travers le crédit, les entreprises d'Etat, les marchés publics et une politique de concurrence discrétionnaire.

En fait, faute d'unité, l'Europe ne joue pas dans la ligue des grands et elle en est réduite à subir des humiliations et se satisfaire d'expédients. Ce n'est pas dénigrer l'UE que de relever ses lacunes et par là de la pousser à réaliser pleinement sa puissance virtuelle. C'est la paix du monde qui est en jeu.

Expédient en effet que l'assentiment donné à l'Otan par les Européens pour céder la sommation de Washington de porter à 2 % du PIB l'effort de défense européen – le cas

échéant en achetant du matériel américain –, au lieu de procéder à la mise en place d'une défense commune, ce qui serait plus efficace et moins coûteux et surtout mettrait Bruxelles en mesure de parler d'égal à égal avec Washington !

Seulement du protocole

Expédient qu'un sommet UE-Chine, le 16 juillet, largement protocolaire malgré les effets d'annonce, avec le Premier ministre Li Kejiang, quand on sait que ce dernier présidait la semaine d'avant une conférence 16+1 avec les Balkans et les Etats membres de l'UE de l'Est et du Centre, destinataires des investissements chinois de la Route de la Soie, et signait plus de 20 accords techniques à Berlin dans le cadre du partenariat stratégique sino-allemand ! La seule façon de compter pour la Chine est, pour l'Europe, de parler d'une seule voix.

Sanctions de Trump en Iran

Expédient encore que la résignation des Européens devant les sanctions extra-territoriales de Trump contre les firmes européennes actives en Iran et opérant en dollars ! Un euro européen (et non un euro germanique) c'est-à-dire doté d'une gouvernance solidaire et forte, en ferait une vraie alternative au dollar et restreindrait l'unilatéralisme de Washington.

Les exemptions d'impôts

Expédient, malgré le panache louable de la commissaire Vestager, que le recours au droit de la concurrence pour récupérer les exemptions d'impôts concédées indûment par Dublin à Apple et

par Luxembourg à Amazon ! Une fiscalité européenne des multinationales opérant en Europe est la seule réponse effective à la fois à l'optimisation fiscale et à la menace que représente pour l'industrie européenne – notamment l'énergie et l'automobile, et le numérique – l'accumulation des gains fantastiques de l'industrie digitale américaine, voire chinoise en Europe. En outre, la concurrence fiscale inaugurée par Trump avec l'abaissement de la taxe sur les profits des entreprises ramenée de 39 % à 21 % avec abaissement de 50 % sur profits réalisés à l'étranger, donc en Europe, contre une moyenne pondérée de 25 % en Europe, laisse augurer un effet domino dans l'UE, avec course au moins-disant.

Le "plus grand" libre-échange ?

Expédient enfin que le partenariat stratégique doublé d'une zone de libre-échange entre le Japon et l'UE, les deux alliés des USA, tous deux lâchés par Washington dans la négociation d'accords préférentiels, le partenariat transpacifique pour le Japon (TPP) et le TTIP pour l'UE ! L'impact de "la plus grande zone de libre-échange du monde" (en réalité un accord "fromages contre voitures") restera au total imperceptible en termes de croissance et d'emplois, malgré d'éventuels à-coups sectoriels. En effet, la libéralisation du commerce entre deux économies de maturité relativement ouvertes, aux démographies vieillissantes de surcroît, étalée sur 7 à 15 ans, sera très progressive. Le véritable risque de ces accords bilatéraux qui minent le multilatéralisme et fragmentent l'économie globale est qu'ils sont

susceptibles de déclencher des effets dominos : ainsi comment l'UE et le Japon pourront-ils refuser l'extension de leurs préférences réciproques aux Etats-Unis si ceux-ci opèrent l'une de leurs coutumières volte-face ?

En charge du multilatéralisme

Combien de temps l'Europe pourra-t-elle refuser à la Chine les préférences reconnues au Japon ? Par ailleurs, l'Europe aura-t-elle par exemple la force politique de résister à l'offre américaine d'un accord plurilatéral sur les automobiles, vu à Berlin comme une alternative pragmatique à une taxation

unilatérale des importations de voitures allemandes aux Etats-Unis ? La rencontre Trump-Juncker du 25 juillet devrait nous rassurer là-dessus. Qu'elle le veuille ou non, l'Europe est aujourd'hui chargée du multilatéralisme, dans une alliance de circonstance avec la Chine contre l'unilatéralisme américain. Mais l'UE ne remplira son rôle historique de puissance globale naissante qu'en se dotant d'une vraie monnaie de réserve internationale, condition de sa solidarité et de sa cohérence internes, et d'une défense commune, condition de son autonomie stratégique.